



Note thématique 2

Février 2023

Auteurs

Groupe d'étude sur le Congo (GEC) et Ebuteli, son partenaire de recherche en RDC, avec le Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci)

Une majorité des Congolais rejettent la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est

Un sondage réalisé en janvier 2023 par le GEC, Ebuteli et Berci montre un rejet des solutions portées par l'EAC au problème de l'insécurité dans la partie orientale de la RDC. Cela fait peser des doutes sur l'acceptabilité de sa force régionale et révèle que le gouvernement congolais est soumis à une forte pression nationaliste de son opinion dans la gestion de cette crise. Cette note est la deuxième d'une série de trois analysant les résultats de ce sondage.

La crise de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), qui a étendu le territoire sous son contrôle dans la province du Nord-Kivu tout au long de l'année 2022 et encore plus rapidement depuis octobre dernier, a occupé une grande partie de l'attention médiatique et politique ces derniers mois.

Notre dernier sondage, réalisé en janvier 2023, révèle que le gouvernement congolais est soumis à une forte pression populaire, non seulement pour résoudre cette crise, mais aussi quant à la manière de la résoudre.

Tout d'abord, les revendications du M23, à savoir négocier avec le gouvernement, probablement en vue d'une réintégration dans l'armée est rejetée massivement : 82 % des personnes interrogées « *ne croient pas* » qu'il serait « *acceptable que le gouvernement négocie avec le M23 pour mettre fin au conflit avec ce groupe* ».

Au sujet de la meilleure façon de régler le problème des groupes armés congolais, une faible minorité (11 %) pense qu'il s'agit de « *leur proposer des postes dans l'armée et l'administration* », nettement derrière « *leur proposer des places dans un programme de démobilisation* » (47 %) et « *les désarmer par la force* » (43 %).

RÉSUMÉ
Le paradoxe de l'opinion politique congolaise
Résultats d'un sondage national

À onze mois des élections, comment les Congolais perçoivent-ils l'état de leur pays et des institutions de la République, le processus démocratique et le conflit dans l'Est ?

Tel était l'objectif du dernier sondage, réalisé par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), Ebuteli et Berci en janvier 2023, par téléphone auprès de 3 632 personnes dans les 26 provinces.

Les résultats seront publiés dans trois notes thématiques distinctes sur les élections, la sécurité et la gouvernance.

L'opinion publique congolaise semble empêtrée dans un paradoxe : la plupart des Congolais sont de plus en plus critiques à l'égard de la façon dont leur pays est gouverné. Et pourtant, lorsqu'on leur demande pour qui ils voteraient si des élections avaient lieu dimanche prochain, une nette majorité répond que ce serait pour le président sortant, Félix Tshisekedi.

Ces tendances sont claires. En janvier 2023, seulement 39 % des personnes interrogées ont déclaré que le pays allait dans la bonne direction, contre 61 % en 2019, juste après l'arrivée de Tshisekedi au pouvoir. Bien que ce chiffre soit encore plus élevé que pendant les dernières années de la présidence de Joseph Kabila – 27 % pensaient que le pays allait dans la bonne direction en novembre 2017 et 19 % en février 2018 – il est toujours clair que le gouvernement actuel a du mal à satisfaire ses citoyens.

Ces tendances peuvent aussi être observées dans la chute des opinions favorables du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde et du président Tshisekedi. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de Sama a chuté de 66 % lors de sa nomination en 2021 à 29 % aujourd'hui, alors que Tshisekedi a vu sa cote tomber de 62 % en mars 2019 à 36 % en janvier 2023.

Le scepticisme se manifeste dans presque tous les aspects de la vie publique. Ils sont 40 % des répondants à penser que la sécurité dans l'est du Congo ne s'est pas améliorée depuis la déclaration de l'état de siège en mai 2021 ; 29 % disent qu'elle s'est nettement empirée. Soixante-cinq pour cent des personnes interrogées affirment que l'économie s'est détériorée depuis l'arrivée au pouvoir de Sama il y a presque deux ans, et 67 % soutiennent que le gouvernement n'est pas efficace dans la lutte contre la corruption. Le seul secteur pour lequel une pluralité de personnes interrogées (66 %) indiquent que le gouvernement a fait du bon travail est l'éducation. Ceci est probablement le résultat de l'éducation primaire gratuite, probablement la plus grande réforme menée par le régime Tshisekedi.

Et pourtant, comme le montre notre première note thématique, Tshisekedi remporterait les élections par une nette marge : 50 % des sondés qui ont l'intention d'aller voter disent qu'ils choisiront le président sortant, ce qui suggère que même unifiée, l'opposition aurait du mal à le battre. Le second serait Moïse Katumbi (17 %), Martin Fayulu arrivant en troisième position (10 %).

Comment est-il possible qu'une population aussi critique à l'égard du président puisse dire en même temps qu'elle a l'intention de le réélire de façon aussi retentissante ?

Premièrement, et c'est probablement le résultat le plus sombre de ce sondage, une grande

partie de la population va tout simplement se tenir à l'écart – près de 54 % des répondants affirment qu'ils n'ont pas l'intention de voter. Mais la méfiance est aussi élevée envers l'opposition. Le pourcentage de personnes ayant une bonne opinion de ses leaders est en baisse, au même rythme que le déclin du président : entre mars 2021 et janvier 2023, il est passé de 46 % à 33 % pour Martin Fayulu ; pour Moïse Katumbi, de 61 % à 31%.

Les politiciens ne sont pas les seuls à être touchés : 58 % des personnes interrogées estiment que la société civile n'a pas amélioré la gouvernance du pays. Même le cardinal catholique Fridolin Ambongo voit sa cote de popularité baisser de 67 % à 53 % au cours de la même période. Pour le prix Nobel de la paix Denis Mukwege – dont certains pensent qu'il pourrait se présenter aux élections – sa cote est passée de 78 % à 44 %.

Les acteurs internationaux ne sont pas épargnés. Comme le montrera notre deuxième note thématique de cette série, une nette majorité de Congolais rejette la collaboration militaire avec les armées de la Communauté d'Afrique de l'Est – entre 64 % et 78 %, selon les pays. Une majorité écrasante de 67 % souhaite le départ de la mission de maintien de la paix de l'ONU (Monusco), un changement spectaculaire par rapport aux 29 % de personnes qui étaient de cet avis en octobre 2016. Pas un seul des donateurs principaux du pays ne peut prétendre disposer d'une opinion clairement positive aujourd'hui au Congo. C'est une chute précipitée par rapport à la période post-électorale, où des majorités de plus de 75 % avaient une bonne opinion de la France, des États-Unis, de la Belgique et du Royaume-Uni. Les exceptions frappantes sont la Chine et la Russie – cette dernière est désormais le pays étranger le plus populaire, avec 61 % d'opinions favorables, contre 35 % en octobre 2016.

Ces tendances sont troublantes. Dans le passé, c'est l'engagement civique des Congolais qui a permis de repousser l'autoritarisme, la capture de l'État par les élites et les conflits. Au début des années 1990, c'est la société civile qui a été le fer de lance de la transition d'un régime à parti unique vers la démocratie, en se mobilisant dans les rues lorsque les élites bloquaient les progrès. Ce modèle a de nouveau été suivi lors des manifestations massives qui ont secoué le pays entre 2015 et 2018 en réponse aux tentatives de modification de la Constitution et de truquage du processus électoral. Et les politiciens, en particulier les parlementaires, ont toujours payé le prix de leurs mauvaises performances, en perdant le pouvoir dans les urnes.

Aujourd'hui, cependant, même si les Congolais soutiennent massivement la démocratie plutôt que tout autre modèle de gouvernement (77 % à la mi-2022), seuls 26 % sont satisfaits du fonctionnement de leur démocratie – c'est une baisse par rapport aux 62 % immédiatement après les élections de 2018. L'engagement civique est-il désormais sur le déclin ? Les prochaines élections constitueront un test à cet égard. Un nombre croissant de Congolais – 58 %, soit beaucoup plus que par le passé – pensent que leur destin est entre leurs mains.

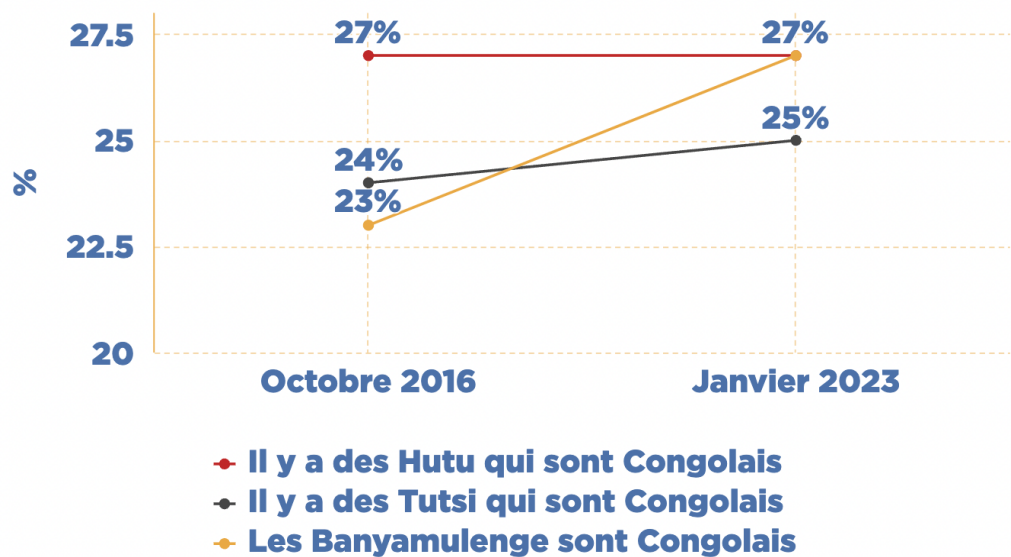
L'épineuse question de la nationalité

Ceci étant, il n'est pas certain que le M23 soit reconnu comme un groupe armé congolais par une majorité des sondés, étant donné le soutien que le gouvernement rwandais lui apporte et le rejet des communautés rwandophones qui le composent en majorité.

En effet, et en dépit de la [présence de Rwandophones sur l'actuel territoire de la RDC bien avant la colonisation](#), leur appartenance à la nation congolaise reste remise en question par une majorité de sondés : seuls 25 % d'entre eux sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle « *il y a des Tutsi qui sont Congolais* » et 27 % affirment qu'« *il y a des Hutu qui sont congolais* ». On peut du reste noter que ce rejet ne s'exprime pas de manière très différente à l'égard des Tutsis qu'à l'égard des Hutu à l'échelle nationale, et qu'il concerne aussi la communauté Banyamulenge (27 % soutiennent l'affirmation qu'ils sont congolais), Alur (24 %) et Hema (31%).

Ce sentiment de rejet a par ailleurs peu évolué, voire à plutôt diminué, en dépit de la crise du M23 : en 2016 des chiffres très proches avaient été enregistrés en réponse à ces mêmes questions. En dépit du caractère très problématique de ces opinions, cette évolution ne cadre pas avec le narratif d'une mobilisation en cours au plan national en vue d'un génocide contre les Tutsi.

Accord avec l'affirmation



De plus, en dépit du fait que le M23 opère dans la province du Nord-Kivu, on constate une plus grande acceptation de ces communautés à cette question dans cette zone qu'ailleurs : 40 % des sondés Nord-Kivutiens y estiment « *qu'il y a des Tutsi qui sont Congolais* », 45 % « *qu'il y a des Hutus qui sont Congolais* » et une majorité (54 %) juge que « *les Banyamulenge sont congolais* ». Ceci s'explique sans doute en partie par la présence d'une communauté rwandophone conséquente dans cette province.

De même, contrairement au reste du pays, les ressortissants de l'Ituri considèrent majoritairement que les « *Hema* » et les « *Alur* », deux communautés présentes dans cette province, sont Congolais.

Ceci semble indiquer qu'une partie de la cause de ce rejet est un manque d'information, ou une désinformation, qui touche davantage les populations qui n'ont pas de contact direct avec ces communautés. Il y a toutefois une exception à cette tendance : les sondés du Sud-Kivu rejettent davantage qu'ailleurs l'idée que « *des Hutu* », « *des Tutsi* » et « *les Banyamulenge* » sont Congolais, en dépit de la présence de cette dernière communauté dans la province.

Un autre fait peut aussi en partie expliquer ces réactions : la majorité des Congolais interrogés est hostile au droit du sol, et donc sans doute davantage convaincus que la nationalité dépend de l'affiliation communautaire : 57 % des personnes interrogées réfutent ainsi l'idée que « toute personne dont la famille a habité au Congo depuis avant 1960 est Congolais ».

Une forte hostilité à la présence de forces étrangères

Les processus régionaux en cours pour tenter de résoudre l'insécurité dans l'est de la RDC font également l'objet d'une grande défiance : 70 % des personnes interrogées « ne croient pas » que les discussions entre « l'État et les groupes armés à Nairobi pourraient ramener la paix dans l'est du pays », et 71 % d'entre eux ne croient pas non plus que « les discussions entre la RDC et les pays voisins pourraient ramener la paix dans l'est du pays ».

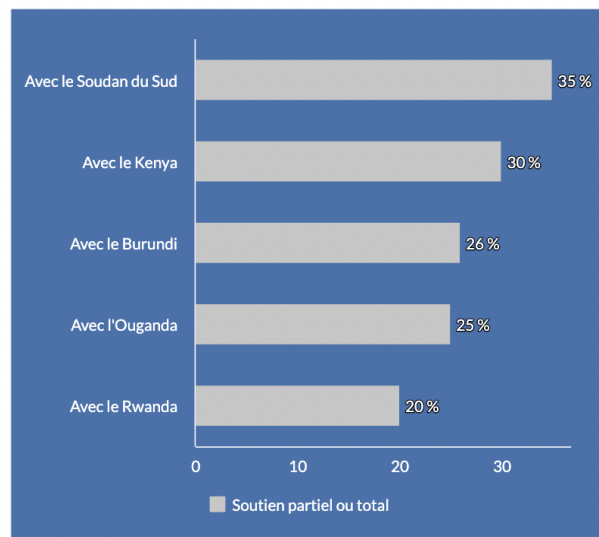
De même, la création d'une Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF), dont le principe avait été adopté par les chefs d'État de la région en avril 2022 pour traquer les groupes armés dans l'est de la RDC est rejetée par une majorité de Congolais : 69 % des personnes interrogées « ne croient pas » qu'elle conduira à l'éradication totale des groupes armés.

Ceci est le cas y compris pour l'armée kényane, déployée notamment face au M23 : 68 % ne soutiennent « pas » ou « pas du tout » « la mutualisation des forces entre la RDC et le Kenya ».

L'opposition à la plupart des autres contingents qui doivent composer cette force est plus élevée encore : ce chiffre est de 72 % pour le Burundi, 73 % pour l'Ouganda et même de 78 % pour le Rwanda, qui a été exclu de cette force.

Seule l'armée du Soudan du Sud rencontre un rejet moindre, même s'il reste majoritaire : 64 % des sondés y sont opposés.

À quel degré soutenez-vous la mutualisation des forces armées de la RDC et celle des pays de l'EAC ?



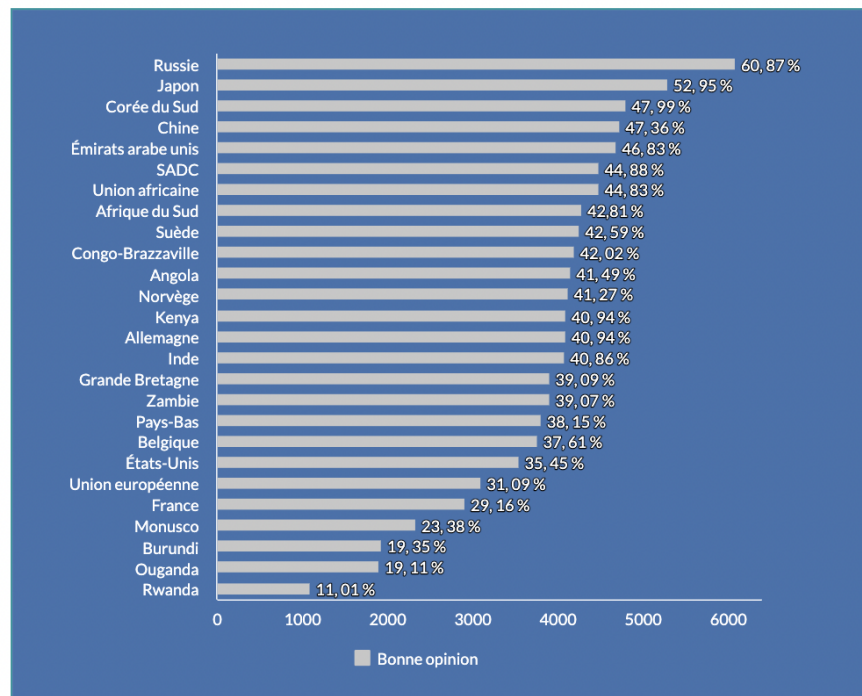
Ce rejet est encore plus élevé dans les provinces concernées. Ainsi le contingent ougandais, qui devrait se déployer en Ituri dans le cadre de l'EACRF, et qui y est déjà présent avec l'opération *Shujaa*, y est moins soutenu qu'en général (23 % en Ituri, contre 25% au plan national). Le même phénomène est constaté pour le Burundi au Sud-Kivu (13% de soutien, contre 26% au plan national) ou encore pour le Soudan du Sud dans les provinces du Haut et du Bas Uélé (20% contre 35% au plan national).

Seule exception à cette tendance : le Nord-Kivu, dont les répondants sont moins défavorables à une mutualisation avec les armées étrangères qu'au plan national : à 41 % pour le Kenya et à 33 % pour l'Ouganda. Une mutualisation avec l'armée rwandaise serait même envisageable pour 37 % des sondés de cette province. Cette différence pourrait s'expliquer par la plus grande intégration du Nord-Kivu aux circuits économiques nationaux et régionaux. L'hostilité à l'égard de ces contingents étrangers y reste toutefois majoritaire.

En réalité, c'est bien la présence et le bilan des armées étrangères qui sont rejetés, plus que les pays en question. Le Kenya est un bon exemple de cela puisque l'image du pays en tant que tel reste relativement bonne, au même niveau que l'Afrique du Sud ou le Congo-Brazzaville, et en tout cas bien meilleure que l'Ouganda ou le Rwanda, sans pour autant rendre l'idée de sa présence militaire acceptable.

On constate de même que l'image des pays qui ont déjà envoyé des troupes dans l'est de la RDC se dégrade : ainsi 71 % des sondés ont une « mauvaise » ou « plutôt mauvaise » opinion de l'Ouganda (contre 68 % en avril-juin 2022) et 71 % des sondés sont désormais hostiles au Burundi (contre 60 % précédemment).

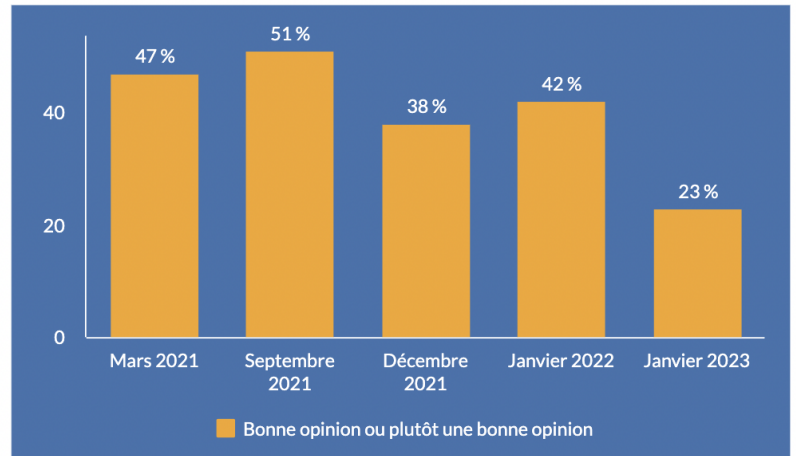
Avez-vous une bonne ou mauvaise opinion des institutions /pays suivants ?



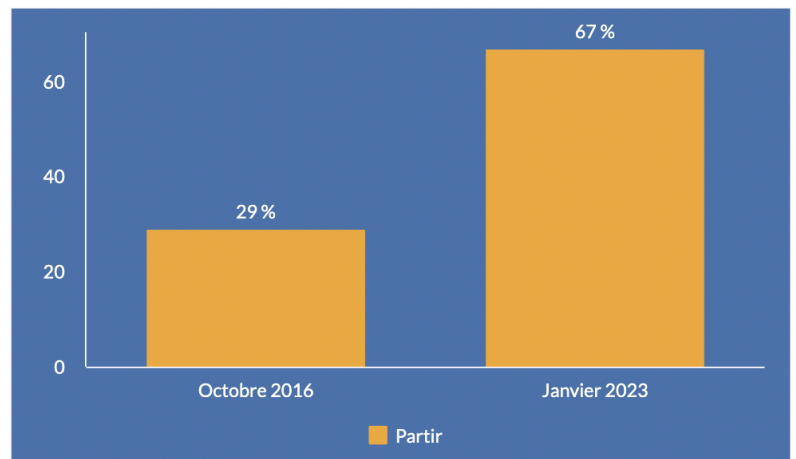
On peut aussi noter que la Russie est le pays qui jouit de la meilleure image parmi tous ceux qui ont été interrogés lors de ce sondage, en dépit de son invasion de l'Ukraine, en février 2022. Ce pays semble bénéficier d'un sentiment anti-occidental et de l'échec de la communauté internationale à résoudre la crise du M23.

Le rejet à l'égard de la Mission de l'ONU en RDC est en effet important : 67% des sondés estiment qu'elle « ne contribue pas à grand-chose et doit partir », et seuls 24% qu'elle « *fait un travail important et doit rester* ». La popularité de la mission est par ailleurs clairement en baisse : 67 % des sondés ont une opinion « *plutôt mauvaise* » ou « *mauvaise* » à l'égard de la mission, ce qui constitue un record depuis que nous réalisons ces sondages.

**Avez-vous une
bonne ou
mauvaise
opinion de la
Monusco ?**



**La Monusco
doit-elle,
partir,
diminuer ses
effectifs, ou
rester ?**



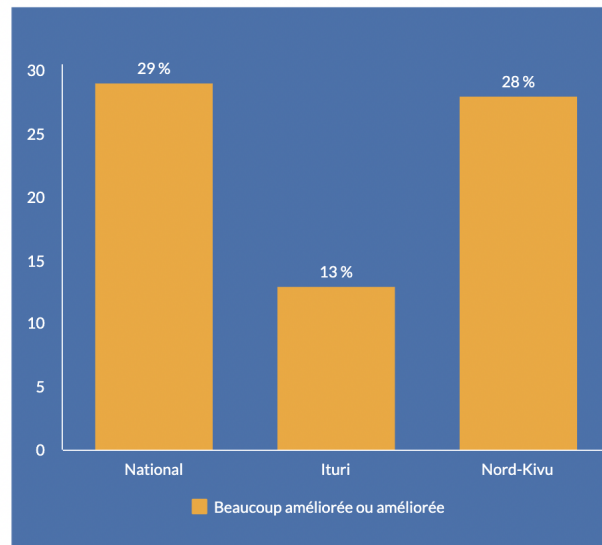
Le souhait de voir la mission partir est encore plus fort au Nord-Kivu (69%), un de ses principaux sièges, ce qui correspond bien aux manifestations d'hostilité à son égard, beaucoup plus intenses, fréquentes et meurtrières que dans d'autres provinces.

La défiance des provinces de l'Est à l'égard du gouvernement

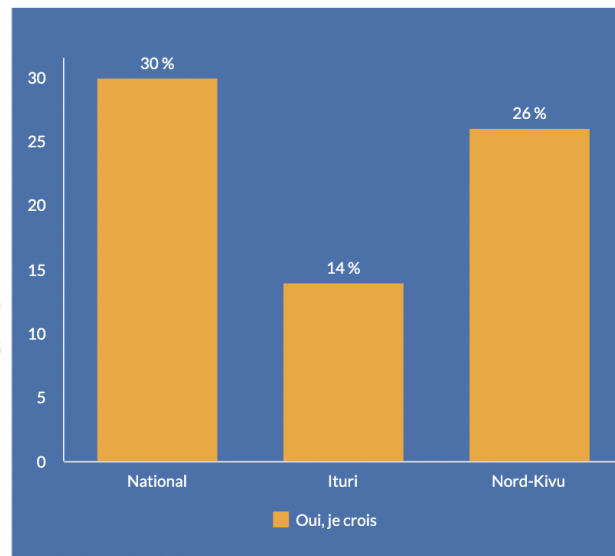
En matière de sécurité, le jugement des Congolais est légèrement moins hostile aux mesures d'ordre national, comme l'état de siège, même si cette politique est majoritairement et de plus en plus considérée comme inefficace : 64% (+12 points) « *ne croient pas* » que cette mesure permettra d'éradiquer totalement les groupes armés dans l'Est de la RDC et seuls 29% des sondés estiment que la situation sécuritaire s'est globalement améliorée depuis son instauration (-1 point par rapport à avril-juin 2022).

Le jugement est encore plus négatif dans les provinces directement concernées par l'état de siège que sont le Nord-Kivu, et surtout l'Ituri, et dont les habitants semblent particulièrement hostiles à cette mesure.

Comment la situation sécuritaire a-t-elle évolué depuis l'instauration de l'état de siège ?



Croyez-vous que l'instauration de l'état de siège par le président de la République conduira à l'éradication totale des groupes armés ?



De même, le bilan du gouvernement de Sama Lukonde est jugé « négatif » ou « totalement négatif » par 66% des sondés en ce qui concerne l'« *insécurité à l'est de la RDC* » et ce sentiment est encore plus négatif dans les provinces en conflit : à 79% pour le Sud-Kivu, 75% pour l'Ituri et 70% pour le Nord-Kivu. Ceci représente un défi pour le gouvernement, notamment compte tenu du poids électoral important de ces provinces.

Rares sont les habitants des ces provinces qui pensent que des « *dialogues intercommunautaires pourraient permettre de résoudre les problèmes de sécurité qui touchent [leur] communauté* » : seuls 5% des ressortissants de l'Ituri interrogés le pensent, 4% de ceux du Sud-Kivu et 2% de ceux du Nord-Kivu.

L'idée de « *désarmer par la force* » les « *groupes armés congolais* » est également moins soutenue au Sud-Kivu et au Nord-Kivu qu'ailleurs (24 et 34% respectivement, contre 43% au plan national). Les programmes de démobilisation y sont vus comme la meilleure, ou la moins mauvaise des solutions pour gérer ce problème : à 61 et 63% respectivement, contre 47% au plan national.

MÉTHODOLOGIE

Ce sondage a été réalisé du 14 au 17 janvier 2023 pour évaluer les quatre années de la gouvernance du président Félix Tshisekedi. L'enquête s'est déroulée auprès d'un échantillon de 4 000 répondants, dont 3 632 ont été retenus après nettoyage du fichier. La base de données utilisée provient du répertoire national d'enquêtes de Berci, répartis en 26 provinces de la République démocratique du Congo. L'originale contient des renseignements sur la répartition géographique et les caractéristiques socio-économiques des répondants : leur niveau social, leur niveau d'instruction, leur milieu de résidence et leur âge, ainsi que leurs coordonnées GPS.

Les données du sondage ont été pondérées en fonction du milieu (urbain/rural), du sexe et de la localisation géographique des répondants afin que la distribution de ces variables corresponde le plus possible aux données démographiques de l'Institut national de la statistique (INS) et de la Ceni, avec une différence de moins de 1 % pour les localisations géographiques. Les résultats de l'enquête indiquent qu'il n'y a pas de différence significative entre les données pondérées et les données brutes.

Cinquante enquêteurs et six contrôleurs formés en interne dans les techniques d'enquête dite-Computer Assisted Telephone Interview (CATI), ont effectué les interviews téléphoniques et la supervision de cette enquête. Les questionnaires ont été conçus en reprenant une série de questions posées lors des enquêtes précédentes du GEC – BERCI, notamment celles relatives à l'an 1, l'an 2 et l'an 3 de Félix Tshisekedi au pouvoir, afin de pouvoir faire une analyse comparative dans la mesure du possible.

Toutes les interviews sont réalisées à l'aide de tablettes électroniques et téléchargées directement sur un serveur hébergé à distance par Ona.io, accessibles à tous en temps réel.

La base des données téléphoniques utilisée pour atteindre les répondants dans les 26 provinces et sur 145 territoires que compte la RDC a été constituée lors des enquêtes face à face aux domiciles des répondants, réalisées par Berci et le GEC en 2016, puis en 2022 par Berci, le GEC et Ebuteli auprès d'un échantillon de 5 335 personnes. La méthodologie de dénombrement des ménages a été utilisée pour donner la même chance à chaque personne habitant le village ou le quartier tiré d'être éligible.

La méthode d'anniversaire était appliquée pour le choix de la personne à enquêter, alors que celle de quotas a permis de garantir l'équilibre entre les genres.

Pour en savoir plus sur la méthodologie, [aller sur le site du GEC](#)

À propos

Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un centre de recherche indépendant basé au Center on International Cooperation de l'Université de New York.

www.congoresearchgroup.org

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.
